

Interview with the new CHA President, Dominique Marshall

Entretien avec Dominique Marshall, la nouvelle présidente de la SHC



Il est devenu habituel au *Bulletin* d'introduire la nouvelle présidence de la Société historique du Canada. Nous vous présentons donc la nouvelle présidente de la SHC, la professeure Marshall, qui a bien voulu répondre à nos questions.

Dominique Marshall est professeure d'histoire canadienne au Département d'histoire de l'Université Carleton à Ottawa. Spécialiste de l'histoire du droit des enfants, ses travaux de recherche portent, entre autres, sur le Comité des droits de l'enfant de la Société des Nations, l'aide humanitaire à l'Afrique, l'histoire du Québec aux 19e et 20e siècles, les politiques sociales, l'État-providence, l'histoire des familles et l'histoire d'OXFAM au Canada entre 1945-1960.

SHC. Pouvez-vous nous présenter votre parcours académique?

Dominique Marshall. J'ai commencé mes études en histoire à l'Université de Montréal. Je voulais essayer de devenir journaliste comme plusieurs collègues qui se dirigeaient vers des études en communications. Comme il me semblait que le « contenu » était plus important que le « médium », j'ai décidé d'étudier l'histoire; j'ai aimé la matière et j'ai poursuivi à la maîtrise à cause de la possibilité de faire des recherches approfondies. Je travaillais alors avec l'historien de l'éducation, René Durocher, sur le travail des enfants au Québec. Avec lui j'ai décidé de travailler sur la Commission des écoles catholiques de Montréal, la fréquentation

It has become customary to introduce the new president of the Canadian Historical Association in the *Bulletin*. Therefore, we present to you the new president of the CHA, Professor Marshall, who was kind enough to answer our questions.

Dominique Marshall is a professor of Canadian history in the History Department at Carleton University in Ottawa. Specialist in the history of children's rights, her research interests include, among others, the Committee on the Rights of the Child of the League of Nations, humanitarian aid to Africa, the history of Quebec in the 19th and 20th centuries, social policy, the welfare state, family history and the history of OXFAM Canada between 1945-1960.

CHA. Can you tell us about your academic background?

Dominique Marshall. I started my studies in history at the Université de Montréal. I wanted to become a journalist like several colleagues who were entering into communications studies. Since it seemed me that the "content" was more important than the "medium," I decided to study history; I liked the matter and I pursued a Master's degree in history because of the possibility of making extensive research. I was working with a historian of education, René Durocher, on child labor in Quebec. With him I decided to work on the Montreal Catholic Schools Commission, school enrollment and what happened after the



Wally Firth (right) and the floating plane Oxfam Canada funded for the Yukon Native Brotherhood in 1971 to enhance communications amongst First Nations of the far north and between them and southern Canadian communities. LAC, Oxfam Canada, MG 28, I 270.

Wally firth (à droite) et l'hydravion qu'Oxfam Canada a aidé le YukonNative brotherhood à acheter en 1971 pour encourager les communications entre communautés du Grand nord et entre celles-ci et les Canadiens du sud. BAC, Oxfam Canada, MG 28, I 270.

Children of Ethiopian soldiers waiting for a medical consultation at the child welfare centre opened in Addis Ababa in 1936 by the Save the Children International Union, one of the first lay humanitarian field works in Africa. Archives d'État de Genève, AIPE Fonds.

Enfants éthiopiens en attente d'une consultation médicale, au « Ghébi de l'enfant » ouvert à Addis Ababa en 1936 par l'Union internationale de secours aux enfants, l'un des premiers travail humanitaire laïque sur le terrain en Afrique. Archives d'État de Genève, Fonds de l'UISE.



scolaire et comment les choses se sont passé lorsqu'il y a eu une loi au Québec en 1943 pour obliger les enfants à aller à l'école. C'est là que j'ai constaté que les principaux acteurs de cette histoire étaient les fonctionnaires fédéraux qui appliquaient la loi des allocations familiales. À l'époque, l'Université de Montréal expérimentait la possibilité de passer directement de la maîtrise au doctorat après une année de maîtrise, et M. Durocher m'a convaincue de prendre cette route.

Puisque je souhaitais originalement faire mon doctorat ailleurs qu'à l'Université de Montréal, il m'a proposé de passer une année à l'étranger. J'ai été à l'Université de Boston où j'ai étudié auprès de l'historien de Chicago et de Boston, Sam Warner Jr., que j'avais lu dans un séminaire d'histoire urbaine à l'UQAM, à la suggestion de Paul-André Linteau et de Jacques Robert. J'ai aussi suivi le séminaire de l'historien des mouvements sociaux Howard Zinn, qui était alors au département de science politique de BU. De là j'ai aussi pu m'inscrire au séminaire sur l'histoire de la famille offert par le spécialiste de la Nouvelle-Angleterre, John Demos, à Brandeis University. À mon retour de Boston, j'ai pu continuer sous la direction de Bettina Bradbury qui venait d'arriver à l'U. de M. Spécialiste de l'histoire de la famille et du travail, elle m'a initiée aux travaux de la nouvelle économie politique canadienne. Ma thèse est devenue une histoire de parents pauvres, de commissions scolaires rurales et urbaines et de fonctionnaires provinciaux qui travaillaient dans le dos du premier ministre Duplessis pour collaborer avec les fonctionnaires fédéraux! Ce projet m'a permis d'analyser les rapports complexes entre l'État et la société dans les années quarante et cinquante. Il m'a amené à aborder l'histoire de l'État, mais sous un angle plus social et culturel. À la fin de mes études de doctorat, j'ai eu la chance d'avoir une bourse d'études postdoctorales pour me rendre à la London School of Economics dont le Département de *Social Science and Administration* avait été celui de Beatrice et Sidney Webb et de William Beveridge, qui avaient accompagné la formation de l'État-providence britannique. J'ai lu en particulier sur l'État-providence dans les pays catholiques, et c'est à ce moment que j'ai été embauchée à l'Université de Carleton comme historienne du Québec.

SHC. Quels sont vos travaux de recherche en cours?

D.M. Ce sont les travaux de mes collègues en histoire internationale de Carleton que m'ont aidé à constater de plus en

passage of a Law Act in Québec that made school attendance obligatory for children in 1943. This is when I discovered that the main actors of this story were the federal officials who applied the Family Allowances Act. At the time, the Université de Montréal was experimenting with the possibility to go directly from a Master's to a doctorate program after one year at a Master's degree level, and Mr. Durocher convinced me to follow that path.

Since I originally wanted to do my PhD other than at the Université de Montréal, he asked me to spend a year abroad. I went to Boston University, where I studied with the historian of Chicago and Boston, Sam Warner, Jr., whom I had read for a seminar on urban history at UQAM following a suggestion made by both Paul-André and Jacques Robert Lintel. I also attended the seminar of the historian of social movements, Howard Zinn, who was then at BU's Department of Political Science. From there I was also able to register for the seminar on the history of the family offered by the specialist on New England, John Demos, at Brandeis University. Upon my return from Boston, I was able to continue under the direction of Bettina Bradbury who had just arrived at the Université de Montréal. Specialist in the history of the family and work, she introduced me to the work of the new Canadian political economy. My thesis became a story of poor parents, of rural and urban school boards, and of provincial administrators who worked behind Premier Duplessis's back to collaborate with federal officials! This project allowed me to analyze the complex relationships between State and society in the 1940s and 1950s. It led me to approach the history of the State but in a social and cultural perspective. At the end of my PhD, I had the chance to have a postdoctoral fellowship to go to the London School of Economics and Administration where Beatrice and Sidney Webb and William Beveridge had accompanied the formation of the British welfare state. In particular, I read about the welfare state in Catholic countries, and it is at this time that I was hired at Carleton University as a historian of Quebec.

CHA. What are your current projects?

D.M. It was the work of my colleagues in international history at Carleton that helped me to see more and more how those who built the welfare state in Quebec and Canada had international links. So much so that Canada exercised more influence in this area during the inter-war period than its political and diplomatic weight at the time would have suggested. There was a group of

plus à quel point les personnes qui ont construit l'État-providence au Québec et au Canada avaient des liens internationaux. Tellement que durant l'entre-deux-guerres, le Canada exerçait plus d'influence, dans ce domaine, que son poids politique et diplomatique de l'époque l'aurait laissé prévoir. Il y avait un groupe de Canadiens à Genève, dont Charlotte Whitton, qui s'occupait du bien-être des enfants. J'ai donc ajouté un niveau d'analyse à ce que je faisais auparavant. Je n'ai jamais voulu laisser tomber les familles pauvres, mais je voulais examiner les « allers-retours » entre la culture politique des gens impliqués dans le développement de l'État-providence, leur culture associative et les liens entre les gouvernements locaux, provinciaux et fédéral et les relations internationales et transnationales. J'ai concentré mes recherches sur le Comité de bien-être de l'enfance de la Société des Nations et ses relations avec le Canada. C'est ce qui m'a amené à travailler sur l'Union internationale de secours aux enfants (Save the Children International Union), la Croix rouge et les



Bureau de gestion des urgences. Bureau de l'information de guerre. Direction des opérations nationales. Bureau des services spéciaux. 1941 à 1945. U.S. National Archives and Records Administration.

Office for Emergency Management. Office of War Administration. Domestic Operations Branch. Bureau of Special Services, 1941-45. U.S. National Archives and Records Administration.

Quakers puisqu'ils gravitaient tous autour du travail social de la SDN. Par la suite, j'ai étendu mon enquête à la Conférence sur l'enfance africaine organisée par l'UISE en 1931. La recherche des séquelles de ces mouvements après la Seconde guerre Mondiale m'a mené à travailler sur OXFAM et, depuis peu, sur OXFAM Canada et l'aide qu'ils ont apportée aux autochtones et aux réfugiés d'Amérique centrale. Encore une fois, les collègues de Carleton et des institutions britanniques où j'ai eu la chance d'aller au cours de mes années sabbatiques, spécialistes de ces aires géographiques, ont rendu ces excursions possibles.

SHC. Qu'est-ce que ça signifie travailler sur un sujet à caractère « international » au Canada?

D.M. D'une part le contact avec les méthodes et les façons de voir des « autres » historiens et de leurs livres nous inspirent. D'autre part, il s'agit de voir, à l'intérieur des questions locales, comment ces problèmes sont traversés par des relations, des flux d'idées qui ne sont pas nationaux. J'ai toujours trouvé cette perspective « transnationale » intéressante.

SHC. Comment êtes-vous entrée en contact avec la SHC?

D.M. Je ne me souviens pas de la première fois que je suis devenue membre, mais je me rappelle avoir présenté mes travaux à la

Canadians in Geneva, including Charlotte Whitton, who looked after the welfare of children. So I added a level of analysis to what I had previously done. I never wanted to drop the poor families, but I wanted to review the “back and forth” between the political culture of the people involved in the development of the welfare state, their associative culture and the links between local, provincial and federal governments, and international and transnational relations. I focused my research on the League of Nations' Committee for Child Protection and its relations with Canada. This is what led me to work on the Save the Children International Union, the Red Cross and the Quakers since they all revolved around the social work of the League. Afterward, I extended my investigation to the Conference on the African Children organized by the Save the Children International Union in 1931. The research on the sequels of such movements after the Second World War has led me to work on Oxfam and, more recently, on Oxfam Canada and their assistance to indigenous and Central American refugees. Again, it is thanks to my colleagues at Carleton and at British institutions where I had the chance to do research during my sabbatical years, specialists in these geographical areas, who have made these trips possible.

CHA. What does it mean to work on an “international” subject in Canada?

D.M. On the one hand, the connection with the methods and ways of seeing the ‘other’ historians and their books inspire us. On the other hand, it is to observe, inside local issues, how these are permeated by relationships and a flux of ideas that are not national. I always found this “transnational” perspective interesting.

CHA. How did you come into contact with the CHA?

D.M. I do not remember the first time I became a member, but I remember that I presented my research at the meeting of the CHA in Hamilton while I was still doing my Master's degree. It was a great conference where I had met people, especially practitioners of historical sociology, which allowed me to raise new questions that I then addressed in my thesis – the chapter on the question of political power of poor parents for example. The second time was when Bettina Bradbury, who sat on the Board of the CHA, asked me to become the French editor of the *Journal of the CHA*. She did predict that it would be interesting to meet historians from across Canada that would stimulate many intellectual exchanges. I remained editor of the *Journal* for twenty years! I also served on selection committees for the CHA prizes. Two years ago the selection committee contacted me to become president. At that time, the president, Lyle Dick, asked me to be the person on the Executive to handle liaison with other associations and to take the lead in recruiting historians who do not do Canadian History.

CHA. This leads us to ask what should be, in your opinion, the role of the CHA in the Canadian historical community.

D.M. I already had to answer this question five years ago, during

réunion de la SHC à Hamilton alors que j'étais encore à la maîtrise. Ce fut une belle conférence où j'ai fait des rencontres, en particulier celle de praticiens de la sociologie historique, qui m'ont permis de soulever de nouvelles questions ensuite abordées dans ma thèse – le chapitre sur la question du pouvoir politique des parents pauvres par exemple. Le deuxième moment fort fut lorsque Bettina Bradbury, qui siégeait sur le Conseil de la SHC, m'a demandé de devenir la rédactrice francophone de la *Revue de la SHC*. Elle avait prédit qu'il serait intéressant de rencontrer des historiens qui provenaient de partout au Canada et il en est ressorti de nombreux échanges intellectuels. Je suis demeurée rédactrice de la *Revue* pendant vingt ans! J'ai également siégé à des comités de sélection pour les prix de la SHC. Il y a deux ans le comité de mises en candidature m'a contacté pour devenir présidente. À ce moment, le président, Lyle Dick, m'a demandé d'être la personne sur l'exécutif capable de prendre en charge la liaison avec les autres sociétés et de mener le recrutement des historiens qui ne font pas de l'histoire canadienne.

SHC. Ceci nous amène à vous demander quel devrait être, selon vous, le rôle de la SHC auprès de la communauté historique canadienne?

D.M. J'ai déjà dû répondre à cette question il y a cinq ans, lors de la campagne d'adhésion menée par la SHC auprès des départements. Nous avons à Carleton un comité de planification et, cette année-là, j'étais la seule historienne du Canada. Les autres membres, qui avaient décidé de ne pas renouveler l'adhésion départementale à la SHC, ont eu droit à un long plaidoyer: « vous ne travaillez peut-être pas en histoire canadienne, mais la SHC représente tous les historiens auprès des dépôts d'archives et des gouvernements et c'est l'association de tous les historiens travaillant au Canada ». Mes arguments ont porté fruit puisque depuis le département a toujours renouvelé son adhésion à la SHC. L'*American Historical Association* offre un bel exemple de ce type de questionnement sur la nature de la profession et de l'engagement des historiens dans la vie publique.

La dimension professionnelle du travail de la SHC ressemble un peu à celle du Collège des médecins ou d'une association d'ingénieurs: il y a des choses que les historiens, comme membres d'une même profession, doivent entreprendre collectivement: réfléchir sur les questions d'éthique, de certification, de qualité du travail historique au regard des changements technologiques et des nouvelles demandes du public, entretenir les relations avec les autres associations professionnelles du pays et les associations d'historiens d'autres pays. Enfin, réfléchir à ce que signifie être historien dans une société est très important. Il faut que les gens sachent que lorsqu'ils entendent un historien, c'est quelqu'un qui est lié par des obligations scientifiques, professionnelles et éthiques partagées, qui en font un interlocuteur significatif.

Je tiens à remercier la nouvelle présidente de la Société historique du Canada, Dominique Marshall, qui a pris le temps de répondre aux questions du *Bulletin*.

the CHA membership drive among history departments. We have a planning committee at Carleton and in that year, I was the only historian of Canada. The other members who had decided not to renew the departmental membership to the CHA heard a long plea: "you may not be working in Canadian history, but the CHA represents all historians with archival institutions and governments and it is the association of all historians working in Canada." My arguments have borne fruit because the department has always renewed its membership to the CHA since. The American Historical Association offers a fine example of this type of questioning on the nature of the profession and of the commitment by historians in public life.



Dessin d'un enfant guatémaltèque victime de la violence de l'armée dans son pays, rapporté des camps de réfugiés du Honduras au milieu des années 1980, par Meyer Brownstone d'Oxfam Canada. Fonds Meyer Brownstone, Archives and Research Collections, Université Carleton.

Drawing by a Guatemala child victim of soldiers' violence in his country, brought back from Honduran refugee camps in the mid 1980s by Meyer Brownstone, of Oxfam Canada. Fonds Meyer Brownstone, Archives and Research Collections, Carleton University.

The professional dimension of CHA's work is similar to that of the College of Physicians or of an association of engineers: there are things that, as members of a same profession, historians must undertake collectively: reflect on issues of ethics, certification, the quality of historical work in light of technological changes and new public demands, maintain relations with other professional associations in Canada and associations of historians in other countries. Finally, to think about what it means to be a historian in a society is very important. It is important for people to know that when they listen to a historian, this is someone who is bound by scientific obligations, shared professional and ethical obligations, which makes her/him a significant interlocutor.

I would like to thank the new President of the Canadian Historical Association, Dominique Marshall, who took the time to answer questions from the *Bulletin*.